

Italie : USB, CUB, USI, COBAS appellent à la grève le 18 octobre



Quatre « syndicats de base » italiens, **USB, CUB, USI et COBAS**, appellent à **la grève nationale interprofessionnelle et à des manifestations le 18 octobre**. Ils dénoncent les politiques d'austérité, réclament l'augmentation des salaires et pensions, la réduction du temps de travail, le respect du droit de toutes et tous au revenu, au logement, à l'emploi, aux études et à la santé, une loi sur la représentativité syndicale respectant la démocratie, l'égalité des droits pour les travailleurs-ses immigré-es. Les syndicats qui appellent à cette journée de grève mettent en avant la nécessité de ne plus céder aux diktats des institutions européennes et mondiales au service des patrons et des banquiers. USB, CUB, USI et COBAS montrent que le mouvement syndical n'a pas pour rôle d'accepter une quelconque « stabilité » au sein de ce système qui exploite toujours plus les travailleurs et les travailleuses !



www.usb.it www.cub.it/sindacato www.usi.it www.cobas.it

État espagnol : des syndicats alternatifs agissent pour les retraites

Prolongeant une démarche entamée il y a quelques mois, plusieurs syndicats de l'État espagnol se sont réunis en septembre et ont pris un certain nombre de décisions, dont un appel à une **journée d'actions dans tout le pays, le 24 octobre**. **CGT, COBAS, Intersindical, Intersindical Aragón, Solidaridad Obrera y Coordinadora Sindical de Clase** ont décidé de :

- Travailler à l'élaboration d'un manifeste commun**, qui sera ensuite soumis aux mouvements sociaux, à toutes celles et tous ceux qui sont aujourd'hui exploités. Il s'agit de proposer des alternatives à la situation actuelle, et pour les rendre réelles de construire de vastes mouvements s'affrontant aux fondements du système capitaliste.
- Organiser une journée de luttes dans l'ensemble de l'État espagnol le 24 octobre**, pour le droit à la retraite.
- Marquer le soutien unitaire aux luttes sociales** menées dans divers secteurs professionnels, par des jeunes en formation, ou encore par des mouvements intervenant sur des questions comme le droit au logement, la santé, etc.

Cette démarche demeure ouverte à l'ensemble des syndicats alternatifs et mouvements sociaux ayant participé aux précédents rendez-vous ; une nouvelle réunion aura lieu le 10 novembre.

www.cgt.org.es www.cobas.es www.intersindical.es www.solidaridadobrero.org www.unidaddeclase.org

Grèce : écrasons les milices fascistes !

Pavlos Fyssas, plus connu sous le nom de Killah P, rappeur grec engagé dans le mouvement antifasciste, a été assassiné par des néonazis d'Aube Dorée, lors d'une descente d'une milice locale de ce parti dans la banlieue ouvrière de Keratsini, à l'ouest d'Athènes. Ce meurtre a donné lieu à une vaste mobilisation en Grèce. **Une vingtaine de fédérations syndicales ont lancé un appel** qui déclare notamment « *La machine criminelle de l'Aube Dorée frappe les quartiers populaires, révélant que c'est un instrument du système pourri du capitalisme. Ce système vise à terroriser chaque travailleur, chaque jeune qui lève la tête et qui lutte contre cette politique barbare. [...] Le peuple a le pouvoir de les écraser. [...] Nous avons besoin d'une mobilisation populaire massive et d'une action de tous les travailleurs et des jeunes pour isoler les criminels de l'Aube Dorée, dans chaque lieu de travail, dans chaque secteur, dans chaque quartier populaire. Chaque organisation de masse doit développer une action pour les jeter dehors, eux et leur idéologie pourrie, pour que le poison nazi cesse de se répandre* ». Jusque là, l'impunité était la règle ordinaire pour les militants nazis qui agressaient les militant-es ou les migrant-es, allant jusqu'à tuer plusieurs fois. Mais devant la colère qui s'est exprimée face à ce nouveau meurtre, sur fond de mobilisation populaire contre la politique antisociale du gouvernement Samaras, des dizaines de militants nazis ont été arrêtés, dont les plus hauts responsables d'Aube dorée. Les révélations sur **l'infiltration de l'appareil d'État par les nazis, la connivence des forces de police avec les milices, le fonctionnement d'Aube dorée calqué sur le modèle des SA hitlériens**, ont été mis au grand jour. Ces arrestations désorganiseront pour un certain temps l'extrême droite grecque. Mais cela ne pas régler le problème durablement. C'est ce dont ont bien conscience les organisations syndicales, antifascistes, de gauche radicale ou anarchistes qui travaillent à une riposte unitaire, faisant le nécessaire lien entre le **refus des politiques d'austérité qui font le jeu de l'extrême droite et mouvement antifasciste de masse**.

Turquie : les travailleurs-ses de *Leroy Merlin* en grève



En 2010, *Leroy Merlin* ouvrait son premier magasin en Turquie, suivi d'un second en 2011. En 2012, les travailleurs-ses s'organisent au sein du syndicat Sosyal-İş puis obtiennent une convention collective. Sosyal-İş est membre de la confédération DISK et organise les travailleurs-ses dans le commerce, l'éducation, le tertiaire et les beaux arts.

La direction refuse de signer cette convention qui améliore les conditions de travail et les droits syndicaux. Les travailleurs-ses de *Leroy Merlin* gagnent environ 400 euros par mois, légèrement plus que le SMIC de Turquie, et sans augmentation pour la plupart depuis deux ans. Les patrons de *Leroy Merlin* refusent de traiter la perte de pouvoir d'achat de 15% qui touche ces travailleurs-ses dans la misère. Maintenant, ils reviennent sur des droits obtenus par le syndicat ; par exemple, en voulant imposer des contrats de travail limités à un an, en supprimant le droit syndical. La grève a démarré le 3 octobre...



www.sosyal-is.org.tr/yeni

Mexique : soutien aux enseignant-es en grève

L'Union syndicale Solidaires (France) a salué et apporté tout son soutien à la grève que **les camarades mexicains de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE) ont entamé le 19 août contre une prétendue « réforme de l'éducation » qui n'est rien d'autre qu'une casse totale du statut des enseignant-es** : arbitraire administratif, précarisation de l'emploi, etc. Nous reconnaissons dans cette pseudo réforme les directives de l'OCDE que nous avons également à subir en France et en Europe. La soumission de la direction du syndicat officiel SNTE à cette attaque du gouvernement a été, pour les camarades enseignant-es mexicain-es, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : ils et elles ont suivi massivement l'appel à la grève de l'opposition CNTE dans le syndicat. C'est avec la CNTE que le gouvernement a dû négocier, et même si au stade actuel, la victoire est loin d'être acquise, il est clair pour tous les travailleurs-ses de l'éducation du Mexique qu'à présent l'organisation syndicale qui les défend réellement est la CNTE.

Mi-septembre, le **gouvernement a fait expulser par la force des enseignant-es** regroupé-es sur le *zócalo* de la ville de Mexico. Cette violence gouvernementale, est absurde, puisque les enseignant-es étaient en cours d'évacuation volontaire de la place afin de la laisser libre pour les fêtes nationales des 15 et 16 septembre.

À travers une centaine d'occupations d'école, des parents d'élèves entrent dans la lutte pour soutenir les enseignant-es. Nous renouvelons notre solidarité à la CNTE dans sa lutte pour la défense des droits professionnels des travailleurs-ses de l'éducation et du droit des enfants et des jeunes à une éducation gratuite, laïque, et adaptée à leur situation

Iran : liberté pour tous les syndicalistes emprisonnés !

Les militant-es de l'Alliance internationale pour soutenir les travailleurs en Iran font connaître la situation des travailleurs-ses d'Iran.

Mahmoud Ramazan, 30 ans, l'un des collaborateurs de la **pétition de 40 000 travailleurs protestataires**, a perdu la vie après être tombé d'un échafaudage, au 4^{ème} étage d'un bâtiment à Shahinshahr d'Isfahan. Le 15 septembre à Téhéran, un ouvrier de 20 ans est mort suite à l'effondrement d'une partie d'un immeuble en construction. Le 11 septembre un jeune ouvrier de *Minecraft* de Bafgh a perdu son épaule en travaillant ; l'opération a échoué et il est décédé le 15 septembre. 2 ouvriers de Mashad ont perdu la vie suite à l'effondrement des égouts en construction dans la ville. Le 21 septembre, Jamshid Mohamadian, soudeur à Sanandaj, âgé de 29 ans, a fait une chute mortelle du 6^{ème} étage d'un bâtiment en construction. 60 travailleurs de l'entreprise sous-traitante *Kamyab kar sangh'* des mines d'Alborz, ont été empoisonnés par la consommation d'eau insalubre : ils avaient consommé de l'eau du camion-citerne. La mine du charbon de Savad Kouh (Mazandaran), avec une douzaine d'entreprises de sous-traitance, compte plus de 1 200 travailleurs dont la vie est en danger en raison des manquements dans les mesures de protection et d'hygiène au travail.

L'usine *Kian-Tayer* de Téhéran a été cédée à un repreneur depuis juillet, avec l'accord du ministère de l'industrie. Mais le nouveau directeur a fait cesser la production et les ouvriers n'ont ni travail, ni salaire. Le 8 septembre, les travailleurs se sont rassemblés devant le ministère de l'industrie pour contester le transfert et demander la reprise de l'activité de l'usine. De cette action a résulté à un accord qui annulait le transfert de l'usine et prévoyait la relance de la production avec une nouvelle direction. Mais un certain nombre de responsables ont saboté cet accord et sa mise en place. **Les travailleurs ont organisé une Assemblée Générale le 16 septembre dans la cantine de l'usine avec la participation de quasiment tous les salariés (un millier, environ).** La menace de l'A.G. et des possibles suites ont hâté l'intervention du ministère pour faire respecter l'accord ; l'A.G. s'est conclue par cette importante victoire, la reprise de la production, l'engagement patronal de régler les salaires dus depuis deux mois.

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Tunisie : femmes en lutte chez *Latelec* à Fouchana

« Travail, liberté, dignité ! ». En décembre 2010, commence le soulèvement du peuple tunisien. Un mois plus tard, une foule immense scande « Dégage ! » devant le ministère de l'Intérieur. Ben Ali s'enfuit le 14 janvier 2011. C'est le début d'un processus révolutionnaire qui se poursuit aujourd'hui. Le mouvement social entamé, dès 2008, dans le bassin minier de Gafsa trouve un écho dans les manifestations spontanées des classes populaires à l'intérieur du pays (Sidi-Bouزيد, Kasserine...). Le soulèvement a été relayé et entretenu dans toute la Tunisie par de nombreuses organisations, réseaux de juristes et défenseurs des droits. Les grèves générales ont porté un coup fatal à la dictature. La centrale syndicale UGTT a joué un rôle déterminant, et une vague de syndicalisation a traversé toute la Tunisie post-Ben Ali.

Quelques semaines après la chute de Ben Ali, un syndicat UGTT est créé dans l'usine *Latelec* (filiale du groupe français *Latécoère*, producteur d'équipements aéronautiques pour *Airbus*, *Dassault*, etc.) situé à Fouchana, en banlieue de Tunis. Porté par des ouvrières, il est l'illustration de cet élan révolutionnaire. Très vite, la direction lui déclare la guerre. Harcèlement, menaces, tentatives de corruption : fortes de multiples mobilisations, les travailleuses ne cèdent pas. Les conquêtes sociales sont à la taille de leur combat : encadrement des heures supplémentaires, respect des normes d'hygiène et de sécurité, augmentation des salaires... Bientôt, la direction réprime les syndiqué-es : mises à pied, violences, puis licenciements abusifs de 10 travailleuses, dont les 3 déléguées syndicales, déclarés illégaux par l'Inspection du travail.

Depuis des mois, **Sonia Jebali, Monia Dridi et Rim Sboui se battent pour leur réintégration**. Pour briser définitivement la lutte des ouvrières tunisiennes, *Latelec* a rapatrié en France une partie de sa production : en quelques mois, le site de Fouchana est passé de 450 salarié-es à 160, mettant de fait au chômage des centaines de salarié-es. La lutte des *Latelec* illustre l'importance cruciale de la solidarité internationale. Contre l'isolement subi par les syndicalistes licenciées passe aussi par la mobilisation des militant-es français-ses et l'exposition publique des agissements de la maison-mère *Latécoère*. Le droit du travail et les libertés syndicales doivent être respectés des deux côtés de la Méditerranée !



La solidarité nord-sud et la coordination internationale des luttes ne sont pas seulement une question de principe. Elles sont plus que jamais nécessaires face aux multinationales, gérantes utilisant de la main-d'œuvre à l'échelle de la planète. Profitant de la libre circulation du capital, elles mettent les travailleurs en situation de concurrence partout dans le monde. Au nord, les acquis sociaux reculent ; au sud, la condition sociale des travailleurs est une insulte à leur dignité. Voilà le véritable visage de la « compétitivité », martelée par tous les gouvernements qui demandent toujours plus d'efforts aux salarié-es et s'attaquent aux emplois ainsi qu'aux droits des travailleuses-ses. **Les syndicalistes Sonia Jebali et Monia Dridi sont venues en France expliquer leur combat et dénoncer les entreprises qui délocalisent et mettent en concurrence les travailleurs-ses du Nord et du Sud, afin de les exploiter, au profit des multinationales et des actionnaires.** Les enjeux dépassent largement le contexte local : se posent alors, les questions de l'emploi salarié des femmes en Tunisie, la place des syndicats dans les entreprises privées, ou encore la politique néocolonialiste de certaines entreprises françaises, le rôle des multinationales dans les politiques libérales...

www.facebook.com/ComiteSoutienSyndicalistesLatelecFouchana

Guinée : menaces sur les grévistes d'*Orange*

La grève a débuté le 17 septembre, avec des revendications sur les conditions de travail et des hausses de salaires. Nous condamnons l'utilisation d'intérimaires, de stagiaires pour discréditer un mouvement massif d'arrêt de travail. Nous dénonçons l'usage de la force, le recours aux forces de l'ordre. Il est inacceptable que la direction ne réponde pas aux préoccupations des salarié-es. Ceux-ci souhaitent négocier depuis plusieurs semaines autour de 5 points : l'assurance maladie, une augmentation salariale de 50% à l'instar des autres sociétés de téléphonie présente, le paiement d'une prime de croissance, l'instauration d'une prime de scolarité ; la mise en place d'un système de prêt de véhicules. **Ces revendications sont légitimes, d'autant plus qu'*Orange*, en Afrique, Moyen Orient, Asie, réalise une croissance de 4,9% et un chiffre d'affaires de 4,1 milliards d'euros.** Les militants sur place indiquent « *le Directeur Général a payé les militaires pour tabasser le personnel. Nos vies sont en danger* ». La fédération SUD PTT a relayé cette lutte au Conseil d'administration et au Comité de Groupe Monde et a interpellé la direction du groupe pour l'ouverture immédiate de négociations et la fin des intimidations !

Honduras : menaces de mort envers un responsable syndical

Des agresseurs armés ont tenté d'entrer au domicile de Victor Crespo, secrétaire général du Sindicato Gremial de Trabajadores del Muelle (SGTM), le syndicat des dockers. Il a reçu des **menaces de mort anonymes depuis la sollicitation par son syndicat, d'un accord collectif avec les nouveaux exploitants de Puerto Cortes, ICTSI.** À la suite de cet attentat manqué, Victor Crespo est logé en lieu secret et gardé. La police hondurienne, le Président de la République, l'Organisation Internationale du Travail, et *ICTSI* ont tous été contactés et prévenus. Sa sécurité doit être assurée.

Pérou : ¡Conga no va, ni ahora, ni nunca !

Des hommes armés, des tueurs au service de la compagnie minière *Yanacocha*, associés à des éléments de la police nationale du Pérou (DINOES), ont attaqué, les 17, 20 et 23 septembre, le camp des gardiens du lac Namococha, saccageant et détruisant leur campement. Auparavant, le 13 juillet, ils avaient fait la même chose dans leur campement du lac El Perol. Après la dénonciation de la privatisation de la police nationale au service de la multinationale devant les instances internationales, une nouvelle stratégie de la compagnie minière et du gouvernement a été mise en place et se confirme : maintenant il s'agit d'organiser des milices privées avec des éléments non identifiés, parfois déguisés en membres de communautés paysannes, de les armer afin qu'ils affrontent directement les paysan-nes opposé-es au projet Conga, et de faire croire à une division du mouvement auprès de l'opinion publique.



Ces faits graves interviennent au moment où le président Ollanta Humala, fuyant ses responsabilités et laissant la voie ouverte à une solution violente du conflit, vient de déclarer que l'avancement de l'exécution du projet Conga ne dépendait plus du gouvernement central mais de l'entreprise minière elle-même. *Yanacocha* a la permission de tuer maintenant ? Dénonçant cette situation, et afin d'éviter un bain de sang, Rocío Silva-Santisteban, secrétaire exécutive de la Coordination Nationale des Droits de l'Homme au Pérou, vient de lancer un **appel à la solidarité internationale et demande l'intervention de la justice péruvienne**, notamment des juges chargés de la prévention des délits à Cajamarca.

Devant ces tentatives réitérées de faire passer en force le méga projet Conga, devant la volonté manifeste du pouvoir de Lima d'étouffer toute forme de résistance à Cajamarca, devant cette guerre d'usure et l'utilisation répétée de la violence armée, le Comité de Solidarité avec Cajamarca

- appelle les associations des droits de l'homme et les organisations démocratiques françaises à se prononcer,
- réitère sa **solidarité avec les gardiens des lacs en lutte contre le projet Conga**, pour la défense de l'eau, des ressources naturelles, de leur santé et leur vie,
- apporte son soutien moral aux dirigeants et autorités communales de Bambamarca et Celendín, directement engagés dans la résistance, aux côtés des gardiens des lacs qui viennent de subir ces agressions et qui sont directement menacés par cette nouvelle forme de violence et de répression.

<http://solidaritecajamarca.blogspot.fr>

Syrie : journée internationale de solidarité avec le peuple syrien

Appel lancé par plusieurs organisations françaises, dont l'Union syndicale Solidaires

Depuis plus de 30 mois, Au moins 140.000 morts, dont 7.000 enfants... Depuis des mois, les organisations de défense des droits de l'Homme, ainsi que le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies à Genève dans sa résolution du 27 septembre 2013, ont clairement dénoncé ces « crimes contre l'Humanité ».

Nous ne pouvons admettre l'actuelle impunité pour les auteurs de crimes contre le peuple syrien. Il est grand temps que la Cour pénale internationale instruisse les crimes contre l'Humanité et juge leurs auteurs. Il est du devoir des responsables politiques, des institutions et de tout le mouvement social, en France et à l'étranger, d'agir pour faire respecter le droit international humanitaire. **Nous ne pouvons non plus admettre que les réseaux de soutien à ce régime restent actifs et opérationnels en France.** Le centre culturel syrien, ainsi que les avoirs de la famille Assad, devraient être remis au service du peuple syrien. **La résolution 2118 du 27 septembre sur les armes chimiques, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, n'efface nullement les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre qui se poursuivent aujourd'hui.**

Le Comité de Secours à la Population Syrienne, créé pour sensibiliser la population française au désastre humanitaire que traverse la population syrienne, et pour apporter une aide répondant à ses besoins les plus urgents, a **développé des projets concrets en partenariat avec le Collectif du Développement et du Secours Syrien.** L'Union syndicale Solidaires a financé un de ceux-ci : la Caravane de la Liberté. Il reste bien d'autres projets à financer...

www.codssy.org

Pays basque : de nouvelles arrestations scandaleuses

18 membres de Herrira, ont été arrêté-es par la Garde Civile de l'État espagnol, **pour avoir défendu les droits de plus de 600 militant-es basques emprisonné-es dans les prisons de l'État espagnol.** L'Union syndicale Solidaires a apporté son soutien à la manifestation organisée à l'appel de plus de 40 organisations syndicales, associatives et politiques basques, le 5 octobre, ainsi qu'aux initiatives prises dans les entreprises du Pays basque le 4 octobre.

Vous pouvez retrouver les informations de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : www.solidaires.org/article12420.html